

Extrait du Registre des délibérations du Conseil de Communauté

Séance du 26 septembre 2019

Conseillers communautaires en exercice : 128

Le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué, s'est réuni Salle des conférences de la CCIT du Doubs 46 avenue Villarceau à Besançon, sous la présidence de M. Jean-Louis FOUSSERET, Président de Grand Besançon Métropole.

Ordre de passage des rapports : 0.1, 0.2, 0.3, 0.4, 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3, 1.1.4, 1.2.1, 1.2.2, 1.2.3, 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5, 2.6, 2.7, 2.8, 2.9, 2.10, 2.11, 3.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.5, 3.6, 3.7, 3.8, 3.9, 3.10, 3.11, 3.12, 3.13, 4.1, 4.2, 4.3, 4.4, 4.5, 4.6, 5.1, 5.2, 5.3, 5.4, 5.5, 5.6, 5.7, 6.1, 6.2, 6.3, 6.4, 6.5, 6.6, 6.7, 6.8, 6.9, 6.10, 6.11, 6.12, 6.13, 6.14, 6.15, 6.16, 6.17, 6.18, 6.19, 6.20, 6.21, 6.22, 6.23, 7.1, 7.2, 7.3, 7.4, 7.5, 8.1, 8.2, 8.3, 8.4, 8.5, 8.6, 8.7, 8.8, 8.9, 8.10

La séance est ouverte à 18h05 et levée à 20h30.

Étaient présents : Amagney : M. Thomas JAVAUX (jusqu'au 4.1) Audeux : Mme Françoise GALLIOU (jusqu'au 7.5) Avanne-Aveney : Mme Marie-Jeanne BERNABEU suppléante de M. Alain PARIS Besançon : M. Eric ALAUZET, Mme Anne-Sophie ANDRIANTAVY, Mme Sorour BARATI-AYMONIER, M. Thibaut BIZE, M. Nicolas BODIN, M. Patrick BONTEMPS, Mme Claudine CAULET, M. Gueric CHALNOT (à partir du 6.2), Mme Catherine COMTE-DELEUZE, M. Laurent CROIZIER (à partir du 1.1.1), M. Pascal CURIE, Mme Marie-Laure DALPHIN (à partir du 1.1.1), M. Clément DELBENDE, M. Emmanuel DUMONT, Mme Myriam EL YASSA (à partir du 0.3), M. Ludovic FAGAUT (à partir du 1.1.1), Mme Odile FAIVRE-PETITJEAN (à partir du 1.1.1), Mme Béatrice FALCINELLA (à partir du 1.1.1), M. Jean-Louis FOUSSERET, M. Philippe GONON (à partir du 1.1.1), M. Jacques GROSPERRIN, M. Jean-Sébastien LEUBA (à partir du 7.1), M. Christophe LIME, M. Michel LOYAT, Mme Elsa MAILLOT, M. Thierry MORTON (à partir du 1.1.1), M. Michel OMOURI, Mme Sophie PESEUX (à partir du 1.1.1), Mme Danielle POISSENOT (à partir du 1.1.1), M. Yannick POUJET, M. Anthony POULIN, Mme Françoise PRESSE, Mme Karima ROCHDI, M. Dominique SCHAUSS, Mme Mina SEBBAH, Mme Catherine THIEBAUT (à partir du 1.1.1), Mme Anne VIGNOT, Mme Sylvie WANLIN, Mme Christine WERTHE, Mme Marie ZEHAF Beure : M. Philippe CHANEY (à partir du 1.1.1) Bonnay : M. Gilles ORY Brailly : M. Alain BLESSEMAILLE (à partir du 1.1.1) Busy : M. Alain FELICE Byans-sur-Doubs : M. Didier PAINEAU Chalezeule : M. Christian MAGNIN-FEYSOT Chalèze : M. Gilbert PACAUD Champagny : M. Olivier LEGAIN Champvans-les-Moulins : M. Florent BAILLY Chaucenne : M. Bernard VOUGNON Chemaudin et Vaux : M. Bernard GAVIGNET, M. Gilbert GAVIGNET Châtillon-le-Duc : Mme Catherine BOTTERON Cussey-sur-l'ognon : M. Jean-François MENESTRIER Dannemarie-sur-Crête : M. Gérard GALLIOT Devecey : M. Michel JASSEY Fontain : Mme Martine DONEY, M. André AVIS Franois : Mme Françoise GILLET suppléante de M. Claude PREIONI Geneuille : M. Jean-Claude PETITJEAN Gennes : Mme Thérèse ROBERT Grandfontaine : M. François LOPEZ La Vèze : Mme Catherine CUINET (à partir du 1.1.1) Les Auxons : M. Jacques CANAL, M. Serge RUTKOWSKI Mamirolle : M. Daniel HUOT Miserey-Salines : M. Marcel FELT Montfaucon : M. Pierre CONTOZ Montferrand-le-Château : M. Pascal DUCHEZEAU Morre : M. Jean-Michel CAYUELA (à partir du 1.1.1) Nancray : M. Vincent FIETIER Noironte : Claude MAIRE Osselle-Routelle : Mme Anne OLSZAK Palise : Mme Daniel GAUTHEROT Pelousey : Mme Catherine BARTHELET Pirey : M. Robert STEPOURJINE Pouilley-Français : M. Yves MAURICE Pugey : M. Frank LAIDIÉ (à partir du 1.1.1) Rancenay : M. Michel LETHIER Roche-lez-Beaupré : M. Jacques KRIEGER Saint-Vit : Mme Annick JACQUEMET (à partir du 5.3), M. Pascal ROUTHIER Serre-les-Sapins : M. Gabriel BAULIEU Tallenay : M. Jean-Yves PRALON (à partir du 1.1.1) Torpes : M. Denis JACQUIN Vaire : Mme Valérie MAILLARD Velesmes-Essarts : M. Jean-Marc JOUFFROY (à partir du 1.1.1) Vieilley : M. Franck RACLOT Villars Saint-Georges : M. Jean-Claude ZEISSER

Étaient absents :

Besançon : M. Julien ACARD, M. Frédéric ALLEMANN, M. Pascal BONNET, M. Emile BRIOT, M. Yves-Michel DAHOUI, Mme Danielle DARD, M. Cyril DEVESA, M. Abdel GHEZALI, Mme Myriam LEMERCIER, Mme Carine MICHEL, M. Philippe MOUGIN, Mme Rosa REBRAB, M. Rémi STHAL, Mme Ilva SUGNY, M. Gérard VAN HELLE Boussières : M. Bertrand ASTRIC Champoux : M. Philippe COURTOT Chevroz : M. Yves BILLECARD Deluz : M. Fabrice TAILLARD Ecole-Valentin : M. Yves GUYEN La Chevillotte : M. Roger BOROWIK Larnod : M. Hugues TRUDET Le Gratteris : M. Cédric LINDECKER Marchaux-Chaufontaine : M. Patrick CORNE, M. Jacky LOUISON Mazerolles-le-Salin : M. Daniel PARIS Merey-Vieilley : M. Philippe PERNOT Novillars : M. Philippe BELUCHE Pouilley-les-Vignes : M. Jean-Marc BOUSSET Roset-Fluans : M. Arnaud GROSPERRIN Saône : M. Yoran DELARUE Thise : M. Alain LORIGUET Thoraise : M. Jean-Paul MICHAUD Vaire : M. Jean-Noël BESANCON Venise : M. Jean-Claude CONTINI Vorges-les-Pins : Mme Julie BAVEREL

Secrétaire de séance : M. Michel JASSEY

Procurations de vote :

Mandants : F. GALLIOU (à partir du 8.1), P. BONNET, E. BRIOT, D. DARD, C. DEVESA, A. GHEZALI, M. LEMERCIER (à partir du 6.2), C. MICHEL, R. REBRAB, R. STHAL, Y. BILLECARD, F. TAILLARD, Y. GUYEN, H. TRUDET, JM. BOUSSET, A. LORIGUET

Mandataires : B. VOUGNON (à partir du 8.1), J. GROSPERRIN, C. LIME, K. ROCHDI, A. POULIN, M. ZEHAF, G. CHALNOT (à partir du 6.2), N. BODIN, S. WANLIN, E. ALAUZET, G. ORY, R. STEPOURJINE, M. FELT, A. FELICE, F. BAILLY, C. MAGNIN-FEYSOT

Délibération n°2019/004871

Rapport n°1.2.1 - Évolution des régimes indemnitaires

Évolution des régimes indemnitaires

Rapporteur : Gabriel BAULIEU, Vice-Président

Commission : Finances, ressources humaines, communication et aide aux communes

Inscription budgétaire
« Charges de personnel » Budget principal

Résumé :

Les régimes indemnitaires du CCAS, de la Ville de Besançon et de Grand Besançon Métropole ont fait l'objet d'une évolution par la mise en œuvre du Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) par délibérations prises en décembre 2016 et décembre 2018.

Il est proposé de poursuivre cette évolution par la fixation des montants de régimes indemnitaires pour les cadres d'emplois dont les arrêtés ministériels sont parus depuis la précédente délibération, par la reconnaissance de nouvelles sujétions et par la revalorisation des montants alloués aux cadres d'emplois de catégorie C.

I - Cadre général des évolutions proposées

Par délibérations des mois de décembre 2016 et décembre 2018, la Ville de Besançon, le CCAS et Grand Besançon Métropole ont procédé à une réforme de leur régime indemnitaire par la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) avec les objectifs suivants :

- harmonisation entre la Ville de Besançon, le Centre Communal d'Action Sociale et Grand Besançon Métropole, sans diminution pour aucun agent ;
- prise en compte des fonctions et responsabilités exercées ;
- prise en compte de sujétions particulières quand elles ne sont pas ou insuffisamment reconnues par des dispositions statutaires spécifiques, au bénéfice notamment des agents de la catégorie C.

Le RIFSEEP a été mis en place au profit des agents appartenant à l'ensemble des cadres d'emplois éligibles: administrateurs, attachés, rédacteurs, adjoints administratifs, agents de maîtrise, adjoints techniques, éducateurs des activités physiques et sportives, opérateurs des activités physiques et sportives, animateurs, adjoints d'animation, conseillers socio-éducatifs, assistants socio-éducatifs, assistants territoriaux spécialisés des écoles maternelles, agents sociaux, médecins, conservateurs du patrimoine, conservateurs des bibliothèques, attachés de conservation du patrimoine, bibliothécaires, assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques, adjoints du patrimoine.

Cette refonte, qui s'est inscrite dans un contexte budgétaire contraint par ailleurs marqué par l'impact des mesures nationales concernant la fonction publique territoriale, n'a pas eu vocation à conduire à une augmentation généralisée des régimes indemnitaires. Elle a toutefois permis une revalorisation des régimes indemnitaires lorsqu'existait un écart entre le régime indemnitaire en vigueur à la Ville et celui appliqué à Grand Besançon Métropole, des régimes indemnitaires servis aux agents occupant des postes dont le calibrage est supérieur à leur grade et des régimes indemnitaires des agents dont les fonctions s'accompagnent de sujétions particulières. Elle s'est également accompagnée d'une réduction des écarts entre filières pour les cadres d'emplois de catégorie B, ainsi que d'une mise en œuvre du CIA suite à l'obligation imposée par le Conseil Constitutionnel.

Depuis les dernières délibérations de 2018, de nouveaux arrêtés ministériels sont parus, qui permettent d'étendre le bénéfice du RIFSEEP aux cadres d'emplois des ingénieurs en chef et des biologistes, vétérinaires et pharmaciens. Il est donc proposé de mettre en place le RIFSEEP pour les agents de Grand Besançon Métropole appartenant à ces cadres d'emplois.

Il est également proposé d'instaurer de nouvelles sujétions donnant droit à l'attribution d'indemnités s'ajoutant à l'IFSE : chef de site, régisseur d'avance ou de recette (en remplacement de l'indemnité de responsabilité dont la Direction Générale des Collectivités Locales a rappelé qu'elle n'était pas cumulable avec le RIFSEEP).

Enfin, il est proposé de revaloriser le montant de l'IFSE allouée aux cadres d'emplois classés dans les groupes de fonctions C13 et C12, à l'exclusion des agents de maîtrise mais également de revaloriser l'IFSE des adjoints administratifs relevant du groupe de fonctions C11.

II – Rappel des principes généraux

Conformément aux modalités prévues par l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient aux assemblées délibérantes de fixer les régimes indemnitaires.

La refonte des régimes indemnitaires repose sur la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), institué dans la fonction publique de l'Etat par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 et transposable à la fonction publique territoriale à mesure que sont pris les arrêtés ministériels fixant les montants maximums pour les corps servant de référence aux cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.

L'attribution individuelle des différents éléments indemnitaires alloués au titre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ne peut en aucun cas excéder le montant maximum prévu pour le corps de la fonction publique de l'Etat servant de référence au cadre d'emploi de l'agent concerné.

S'agissant de la Ville de Besançon, de son Centre Communal d'Action Sociale et de Grand Besançon Métropole, il est proposé de poursuivre l'instauration du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, comme régime indemnitaire de référence pour tous les cadres d'emplois, à l'exception de ceux relevant de la filière police et des cadres d'emplois de conseiller des activités physiques et sportives, de directeur d'établissement d'enseignement artistique, de professeur d'enseignement artistique, d'assistant d'enseignement artistique, de cadre de santé paramédical, d'infirmier en soins généraux, de puéricultrice, de technicien paramédical, d'auxiliaire de soins et d'auxiliaire de puériculture, dont les régimes indemnitaires répondent à des logiques spécifiques aux métiers concernés et qui resteraient donc inchangés.

Les cadres d'emplois d'ingénieur et de technicien concernés par le RIFSEEP mais pour lesquels les arrêtés ministériels ne sont pas encore parus, restent régis par les dispositions de la délibération du 25 juin 2009.

Comme le permet l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, il est proposé d'autoriser, à titre individuel, le maintien du régime indemnitaire antérieur, sous forme d'indemnité individuelle s'ajoutant au régime indemnitaire résultant du calcul du nouveau régime indemnitaire, lorsque ce calcul est défavorable à un agent. Cette disposition consistera en un maintien du montant de la rémunération nette globale.

Par ailleurs, il est précisé que, conformément aux dispositions prévues par l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération mis en place avant la parution de ladite loi, peuvent être maintenus au profit de l'ensemble des agents des trois entités. C'est le cas de la prime de fin d'année qui continue d'être attribuée aux agents remplissant les conditions requises.

Ainsi, la refonte du régime indemnitaire ne peut, à titre individuel, qu'entraîner des bénéfices ; en aucun cas elle ne peut générer une perte de rémunération.

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, est exclusif de toute indemnité de même nature. Ainsi, pour les cadres d'emplois concernés, il se substitue aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires, aux primes de rendement, aux primes de fonctions informatiques, aux indemnités d'administration et de technicité, aux indemnités d'exercice de mission des préfectures, aux indemnités représentatives de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires, aux indemnités spécifiques de service, aux indemnités spéciales des médecins, aux indemnités de technicité des médecins, aux indemnités de sujétions spéciales, aux primes de service, aux primes d'encadrement, aux indemnités scientifiques, aux indemnités spéciales des conservateurs des bibliothèques et à la prime spéciale administrative.

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, est en revanche cumulable avec les indemnités d'astreinte, la garantie individuelle du pouvoir d'achat, le supplément familial de traitement, les indemnités horaires pour travaux supplémentaires, la prime de responsabilité. La nouvelle bonification indiciaire demeure également puisqu'il ne s'agit pas d'une indemnité mais d'un complément au traitement.

Les indemnités horaires de nuit et de travail du dimanche, sont remplacées par le versement d'indemnités spécifiques, assises sur le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (cf infra).

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est versé en tenant compte notamment du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées. Ces fonctions sont classées au sein de différents groupes.

A mesure que des financements complémentaires seront dégagés, au-delà des objectifs pluriannuels de maîtrise de la masse salariale, sera engagée une nouvelle réduction des écarts des régimes indemnitaires entre filières, à fonctions égales.

III - Groupes de fonctions

Il est proposé au Conseil Communautaire de confirmer les groupes de fonctions suivants définis par les délibérations de décembre 2018 (qui sont communs à Grand Besançon Métropole, à la Ville de Besançon et au Centre Communal d'Action Sociale).

- Fonctions de direction et de pilotage relevant de la catégorie A+
 - groupe A+ 1 : emploi fonctionnel de directeur général des services de la Ville et de Grand Besançon Métropole,
 - groupe A+ 2 : emploi fonctionnel de directeur général adjoint de la Ville ou de Grand Besançon Métropole, de directeur général des services techniques de la Ville et de Grand Besançon Métropole
 - groupe A+ 3 : directeur général adjoint des services techniques, adjoint au directeur général adjoint, directeur de département, directeur général du CCAS,
 - groupe A+ 4 : directeur,
 - groupe A+ 5 : secrétaire général d'un établissement public et autres fonctions occupées par des membres des cadres d'emplois des administrateurs, ingénieurs en chef, conservateurs, médecins, vétérinaires.

- Fonctions d'encadrement et de conception relevant de la catégorie A
 - groupe A 6 : directeur adjoint, chef de service, responsable d'équipement (encadrement d'au moins 5 agents permanents), responsable de mission (encadrement d'au moins 5 agents permanents),
 - groupe A 7 : adjoint d'un chef de service ou d'un responsable d'équipement, responsable de secteur ou encadrement d'au moins 2 agents permanents,
 - groupe A 8 : autres fonctions relevant de la catégorie A.

- Fonctions d'encadrement ou d'expertise relevant de la catégorie B
 - groupe B 9 : adjoint d'un responsable d'équipement, chef de secteur (avec responsabilités d'encadrement), chef de projet à titre principal,
 - groupe B 10 : autres fonctions relevant de la catégorie B.

- Fonctions relevant de la catégorie C
 - groupe C 10 : chef d'atelier.
 - groupe C 11 : chef d'équipe, poste impliquant une responsabilité opérationnelle particulière et/ou une qualification rare.
 - groupe C 12 : poste opérationnel nécessitant un diplôme de niveau V (CAP ou BEP) ou une expérience professionnelle équivalente,
 - groupe C 13 : autres fonctions relevant de la catégorie C.

L'adoption de ces groupes de fonctions permet de reconnaître les prises de responsabilité à tous les niveaux hiérarchiques et pour l'ensemble des filières statutaires concernées.

Le versement du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est mensuel. Il est alloué aux agents permanents quel que soit leur statut (stagiaire, titulaire, contractuel), sous forme d'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE).

Les agents à temps non complet bénéficient du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, au prorata de leur taux d'emploi et les agents à temps partiel au prorata du taux de rémunération appliqué à leur traitement indiciaire.

IV - Montants d'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise attribués par fonction et grade

Les montants annuels de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise sont établis de manière à s'approcher le plus possible des montants précédemment attribués à chaque grade, tout en supprimant les différences pouvant exister entre les pratiques de la Ville de Besançon et celles de Grand Besançon Métropole.

Les montants annuels harmonisés des régimes indemnitaires sont donc désormais fixés de la manière suivante :

A/ Groupe de fonctions A+ 1

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Cadre d'emploi des administrateurs	dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté interministériel du 29 juin 2015 concernant le corps interministériel des administrateurs civils, selon l'expérience professionnelle et l'atteinte des objectifs.
Cadre d'emploi des ingénieurs en chef	dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté interministériel du 14 février 2019 concernant le corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts, selon l'expérience professionnelle et l'atteinte des objectifs.

B/ Groupe de fonctions A+ 2

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Cadre d'emploi des administrateurs	dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté interministériel du 29 juin 2015 concernant le corps des administrateurs civils, selon l'expérience professionnelle et l'atteinte des objectifs.
Cadre d'emploi des ingénieurs en chef	dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté interministériel du 14 février 2019 concernant le corps des ingénieurs interministériel des ponts, des eaux et des forêts, selon l'expérience professionnelle et l'atteinte des objectifs.

C/ Groupe de fonctions A+ 3 : intègre désormais le cadre d'emplois des ingénieurs en chefs et biologistes, vétérinaires et pharmaciens

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Grade d'administrateur territorial hors classe	26 124 € ⁽¹⁾
Grade d'administrateur territorial	20 616 € ⁽¹⁾
Grade de directeur territorial	15 924 € ⁽²⁾
Grade d'attaché territorial hors classe	15 924 € ⁽²⁾
Grade d'attaché territorial principal	15 924 € ⁽²⁾
Cadre d'emplois des ingénieurs en chef	24 024 € ⁽¹²⁾
Cadre d'emploi des conservateurs du patrimoine	15 924 € ⁽³⁾
Cadre d'emploi des conservateurs de bibliothèques	15 924 € ⁽¹⁰⁾
Cadre d'emploi des médecins	15 924 € ⁽¹¹⁾

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Cadre d'emploi des biologistes, vétérinaires et pharmaciens	15 924 € ⁽¹³⁾

D/ Groupe de fonctions A+ 4 : intègre désormais le cadre d'emplois des ingénieurs en chefs et biologistes, vétérinaires et pharmaciens, ainsi que celui des attachés de conservation du patrimoine, des bibliothécaires et des conseillers socio-éducatifs pour lesquels le montant de référence n'était pas fixé

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Cadre d'emploi des administrateurs territoriaux	10 068 € ⁽¹⁾
Cadre d'emploi des attachés territoriaux	10 068 € ⁽²⁾
Cadre d'emplois des ingénieurs en chef	18 912 € ⁽¹²⁾
Cadre d'emploi des conservateurs du patrimoine	10 068 € ⁽³⁾
Cadre d'emploi des conservateurs de bibliothèques	10 068 € ⁽¹⁰⁾
Cadre d'emploi des attachés de conservation du patrimoine	10 068 € ⁽¹⁰⁾
Cadre d'emploi des bibliothécaires	10 068 € ⁽¹⁰⁾
Cadre d'emploi des conseillers socio-éducatifs	10 068 € ⁽⁴⁾
Cadre d'emploi des médecins	10 068 € ⁽¹¹⁾
Cadre d'emploi des biologistes, vétérinaires et pharmaciens	10 068 € ⁽¹³⁾

E/ Groupe de fonctions A+ 5 : intègre désormais le cadre d'emplois des ingénieurs en chefs et biologistes, vétérinaires et pharmaciens

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Cadre d'emploi des administrateurs territoriaux	8 880 € ⁽¹⁾
Cadre d'emploi des attachés territoriaux	8 880 € ⁽²⁾
Cadre d'emplois des ingénieurs en chef	12 396 € ⁽¹²⁾
Grade de conservateur en chef du patrimoine	4 620 € ⁽³⁾
Grade de conservateur du patrimoine	3 900 € ⁽³⁾
Grade de conservateur en chef de bibliothèques	4 620 € ⁽¹⁰⁾
Grade de conservateur de bibliothèques	3 900 € ⁽¹⁰⁾
Grade de médecin hors classe	9 252 € ⁽¹¹⁾
Grade de médecin de 1 ^{ère} classe	7 728 € ⁽¹¹⁾
Grade de médecin de 2 ^{ème} classe	5 592 € ⁽¹¹⁾
Cadre d'emploi des biologistes, vétérinaires et pharmaciens	8 880 € ⁽¹³⁾

F/ Groupe de fonctions A 6

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Cadre d'emploi des attachés territoriaux	7 512 € ⁽²⁾
Cadre d'emploi des conseillers socio-éducatifs	2 652 € ⁽⁴⁾
Cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs	2 652 € ⁽⁷⁾
Cadre d'emploi des bibliothécaires	2 652 € ⁽¹⁰⁾
Cadre d'emploi des attachés de conservation du patrimoine	2 652 € ⁽¹⁰⁾
Cadre d'emploi des rédacteurs	5 784 € ⁽⁵⁾
Cadre d'emploi des animateurs	2 652 € ⁽⁵⁾
Cadre d'emploi des éducateurs des activités physiques et sportives	2 652 € ⁽⁵⁾
Cadre d'emploi des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	2 652 € ⁽¹⁰⁾

G/ Groupe de fonctions A 7

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Attaché principal	6 480 € ⁽²⁾
Attaché	5 784 € ⁽²⁾
Cadre d'emploi des conseillers socio-éducatifs	2 652 € ⁽⁴⁾
Cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs	2 652 € ⁽⁷⁾
Cadre d'emploi des bibliothécaires	2 652 € ⁽¹⁰⁾
Cadre d'emploi des attachés de conservation du patrimoine	2 652 € ⁽¹⁰⁾
Cadre d'emploi des rédacteurs	5 784 € ⁽⁵⁾
Cadre d'emploi des animateurs	2 652 € ⁽⁵⁾
Cadre d'emploi des éducateurs des activités physiques et sportives	2 652 € ⁽⁵⁾
Cadre d'emploi des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	2 652 € ⁽¹⁰⁾

H/ Groupe de fonctions A 8 :

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Attaché principal	6 480 € ⁽²⁾
Attaché	5 784 € ⁽²⁾
Cadre d'emploi des conseillers socio-éducatifs	2 652 € ⁽⁴⁾
Cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs	2 652 € ⁽⁷⁾
Cadre d'emploi des bibliothécaires	2 652 € ⁽¹⁰⁾
Cadre d'emploi des attachés de conservation du patrimoine	2 652 € ⁽¹⁰⁾
Cadre d'emploi des rédacteurs	5 784 € ⁽⁵⁾
Cadre d'emploi des animateurs	2 652 € ⁽⁵⁾
Cadre d'emploi des éducateurs des activités physiques et sportives	2 652 € ⁽⁵⁾
Cadre d'emploi des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	2 652 € ⁽¹⁰⁾

I/ Groupe de fonctions B 9 :

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Cadre d'emploi des rédacteurs	4 764 € ⁽⁵⁾
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	2 652 € ⁽⁷⁾
Assistant socio-éducatif 1 ^{ère} classe	2 652 € ⁽⁷⁾
Assistant socio-éducatif 2 ^{ème} classe	2 496 € ⁽⁷⁾
Animateur principal de 1 ^{ère} classe	2 652 € ⁽⁵⁾
Animateur principal de 2 ^{ème} classe	2 496 € ⁽⁵⁾
Animateur	2 424 € ⁽⁵⁾
Educateur principal de 1 ^{ère} classe des activités physiques et sportives	2 652 € ⁽⁵⁾
Educateur principal de 2 ^{ème} classe des activités physiques et sportives:	2 496 € ⁽⁵⁾
Educateur des activités physiques et sportives	2 424 € ⁽⁵⁾
Assistant de conservation principal de 1 ^{ère} classe	2 652 € ⁽¹⁰⁾
Assistant de conservation principal de 2 ^{ème} classe	2 496 € ⁽¹⁰⁾
Assistant de conservation	2 424 € ⁽¹⁰⁾
Cadre d'emploi des adjoints administratifs	4 764 € ⁽⁸⁾
Cadre d'emploi des agents de maîtrise	4 764 € ⁽⁶⁾
Cadre d'emploi des adjoints techniques	4 764 € ⁽⁶⁾
Cadre d'emploi des agents sociaux	2 412 € ⁽⁸⁾
Cadre d'emploi des adjoints d'animation	2 412 € ⁽⁸⁾
Cadre d'emploi des opérateurs des activités physiques et sportives	2 412 € ⁽⁸⁾
Cadre d'emploi des adjoints du patrimoine	2 412 € ⁽⁹⁾

J/ Groupe de fonctions B 10 :

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Cadre d'emploi des rédacteurs	4 452 € ⁽⁵⁾
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	2 568 € ⁽⁷⁾
Assistant socio-éducatif 1 ^{ère} classe	2 568 € ⁽⁷⁾
Assistant socio-éducatif 2 ^{ème} classe	2 424 € ⁽⁷⁾
Animateur principal de 1 ^{ère} classe	2 568 € ⁽⁵⁾
Animateur principal de 2 ^{ème} classe	2 424 € ⁽⁵⁾
Animateur	2 352 € ⁽⁵⁾
Educateur principal de 1 ^{ère} classe des activités physiques et sportives	2 568 € ⁽⁵⁾
Educateur principal de 2 ^{ème} classe des activités physiques et sportives	2 424 € ⁽⁵⁾
Educateur des activités physiques et sportives	2 352 € ⁽⁵⁾
Assistant de conservation principal de 1 ^{ère} classe	2 568 € ⁽¹⁰⁾
Assistant de conservation principal de 2 ^{ème} classe	2 424 € ⁽¹⁰⁾
Assistant de conservation	2 352 € ⁽¹⁰⁾
Cadre d'emploi des adjoints administratifs	2 340 € ⁽⁸⁾
Cadre d'emploi des agents de maîtrise	4 452 € ⁽⁶⁾
Cadre d'emploi des adjoints techniques	4 452 € ⁽⁶⁾
Cadre d'emploi des agents sociaux	2 340 € ⁽⁸⁾
Cadre d'emploi des adjoints d'animation	2 340 € ⁽⁸⁾
Cadre d'emploi des opérateurs des activités physiques et sportives	2 340 € ⁽⁸⁾
Cadre d'emploi des adjoints du patrimoine	2 340 € ⁽⁹⁾

K/ Groupe de fonctions C 10 :

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Cadre d'emploi des agents de maîtrise	3 180 € ⁽⁶⁾
Cadre d'emploi des adjoints techniques	3 180 € ⁽⁶⁾

L/ Groupe de fonctions C 11 :

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Cadre d'emploi des adjoints administratifs	1 620 € ⁽⁸⁾
Cadre d'emploi des agents de maîtrise	2 568 € ⁽⁶⁾
Cadre d'emploi des adjoints techniques	2 568 € ⁽⁶⁾
Cadre d'emploi des agents sociaux	1 260 € ⁽⁸⁾
Cadre d'emploi des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles	1 260 € ⁽⁸⁾
Cadre d'emploi des adjoints d'animation	1 260 € ⁽⁸⁾
Cadre d'emploi des opérateurs des activités physiques et sportives	1 260 € ⁽⁸⁾
Cadre d'emploi des adjoints du patrimoine	1 260 € ⁽⁹⁾

M/ Groupe de fonctions C 12 :

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Cadre d'emploi des adjoints administratifs	1 380 € ⁽⁸⁾
Agent de maîtrise principal	1 656 € ⁽⁶⁾
Agent de maîtrise	1 584 € ⁽⁶⁾
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	1 164 € ⁽⁶⁾
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	1 152 € ⁽⁶⁾
Adjoint technique	1 044 € ⁽⁶⁾
Agent social principal de 1 ^{ère} classe	1 164 € ⁽⁸⁾
Agent social principal de 2 ^{ème} classe	1 152 € ⁽⁸⁾
Agent social	1 044 € ⁽⁸⁾
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 1 ^{ère} classe	1 164 € ⁽⁸⁾
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2 ^{ème} classe	1 152 € ⁽⁸⁾
Adjoint d'animation principal de 1 ^{ère} classe	1 164 € ⁽⁸⁾
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	1 152 € ⁽⁸⁾
Adjoint d'animation	1 044 € ⁽⁸⁾
Opérateur principal des activités physiques et sportives	1 164 € ⁽⁸⁾
Opérateur qualifié des activités physiques et sportives	1 152 € ⁽⁸⁾
Opérateur des activités physiques et sportives	1 044 € ⁽⁸⁾
Adjoint du patrimoine principal de 1 ^{ère} classe	1 164 € ⁽⁹⁾
Adjoint du patrimoine principal de 2 ^{ème} classe	1 152 € ⁽⁹⁾
Adjoint du patrimoine	1 044 € ⁽⁹⁾

N/ Groupe de fonctions C 13 :

cadres d'emploi ou grades	montants annuels des régimes indemnitaires
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	1 164 € ⁽⁸⁾
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	1 152 € ⁽⁸⁾
Adjoint administratif	1 044 € ⁽⁸⁾
Agent de maîtrise principal	1 656 € ⁽⁶⁾
Agent de maîtrise	1 584 € ⁽⁶⁾
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	1 164 € ⁽⁶⁾
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	1 152 € ⁽⁶⁾
Adjoint technique	1 044 € ⁽⁶⁾
Agent social principal de 1 ^{ère} classe	1 164 € ⁽⁸⁾
Agent social principal de 2 ^{ème} classe	1 152 € ⁽⁸⁾
Agent social	1 044 € ⁽⁸⁾
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 1 ^{ère} classe	1 164 € ⁽⁸⁾
Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2 ^{ème} classe	1 152 € ⁽⁸⁾
Adjoint d'animation principal de 1 ^{ère} classe	1 164 € ⁽⁸⁾
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	1 152 € ⁽⁸⁾
Adjoint d'animation	1 044 € ⁽⁸⁾
Opérateur principal des activités physiques et sportives	1 164 € ⁽⁸⁾
Opérateur qualifié des activités physiques et sportives	1 152 € ⁽⁸⁾
Opérateur des activités physiques et sportives	1 044 € ⁽⁸⁾
Adjoint du patrimoine principal de 1 ^{ère} classe	1 164 € ⁽⁹⁾
Adjoint du patrimoine principal de 2 ^{ème} classe	1 152 € ⁽⁹⁾
Adjoint du patrimoine	1 044 € ⁽⁹⁾

(1) : avec possibilité de modulation individuelle en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté interministériel du 29 juin 2015 concernant le corps interministériel des administrateurs civils, selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs.

(2) : avec possibilité de modulation individuelle en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté interministériel du 3 juin 2015 concernant le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat, selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs.

(3) : avec possibilité de modulation individuelle en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté du 7 décembre 2017, concernant le corps des conservateurs du patrimoine du ministère de la culture et de la communication, selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs.

(4) : avec possibilité de modulation individuelle en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté du 3 juin 2015, concernant le corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat, selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs.

(5) : avec possibilité de modulation individuelle en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté du 19 mars 2015, concernant le corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat, selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs

(6) : avec possibilité de modulation individuelle en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté du 16 juin 2017 concernant le corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs.

(7) : avec possibilité de modulation individuelle en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté du 3 juin 2015, concernant le corps interministériel des assistants de service social des administrations de l'Etat, selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs

(8) : avec possibilité de modulation individuelle en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté du 20 mai 2014, concernant le corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat, selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs.

(9) : avec possibilité de modulation individuelle en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté du 30 décembre 2016, concernant le corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture et de la communication, selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs.

(10) : avec possibilité de modulation individuelle en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté du 14 mai 2018, concernant les corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques, selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs.

(11) : avec possibilité de modulation individuelle en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté du 13 juillet 2018, concernant le corps des médecins inspecteurs de santé publique, selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs.

(12) : avec possibilité de modulation individuelle en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté du 14 février 2019, concernant le corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts, selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs.

(13) : avec possibilité de modulation individuelle en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par l'arrêté du 8 avril 2019, concernant le corps des inspecteurs de santé publique vétérinaire, selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs.

Les montants maxima évoluent dans les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

En dehors des situations liées à l'évolution de l'organisation des services, les agents qui occupent un poste relevant d'un groupe de fonctions inférieur à leur grade ou cadre d'emploi, perçoivent à titre individuel une indemnité de fonctions de sujétions et d'expertise fixée en référence à l'emploi occupé.

Les attributions individuelles sont établies par arrêté du Président.

V - Montants attribués en fonction des sujétions

Il est proposé de valoriser de nouvelles sujétions : chef de site, régisseur d'avance ou de recette (en remplacement de l'indemnité de responsabilité).

Les indemnités de sujétions, versées sous forme d'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise sont fixées ainsi qu'il suit :

- tutorat (indemnités non cumulables entre elles) : emploi d'avenir : 46,5 € par mois,
 - contrat aidé (CUI ou CAE) : 23,25 € par mois,
 - service civique : 23,25 € par mois,
 - encadrement d'une personne condamnée à des travaux d'intérêts généraux (TIG) : 23,25 € par mois sous réserve d'une durée de TIG au moins égale à 100 heures,
- fonction de service de sécurité et d'assistance aux personnes (SSIAP) lorsqu'elle est imposée par la Commission de sécurité :
 - SSIAP 2 : 80 € par mois,
 - SSIAP 1 : 58 € par mois,
- direction mutualisée (indemnités non cumulables entre elles) : 50 € par mois pour le directeur, 40 € par mois pour un directeur adjoint, 30 € par mois pour un chef de service,
- intérim supérieur à 4 mois (indemnité versée à partir du 5ème mois) dans les Directions donnant droit à l'accès aux échelons spéciaux des grades d'attaché hors classe ou d'ingénieur hors classe :
 - intérim d'un directeur par un chef de service n'assurant pas par ailleurs les fonctions de directeur adjoint : 150 € par mois (partagés le cas échéant si 2 chefs de service assurent l'intérim),
 - intérim d'un chef de service : 100 € par mois (partagés le cas échéant si 2 agents assurent l'intérim),
- travail en horaires décalés par roulements de 12 h : 20 € par mois,
- chef de site, dès lors que cette mission figure dans la fiche de poste : 80 € par mois,
- régisseur d'avance ou de recette : montant fixé en référence à l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et de recettes relevant des établissements publics nationaux et montant du cautionnement imposé à ces agents.

Ces indemnités de sujétions sont versées au prorata du temps de travail.

Les attributions individuelles sont établies par arrêté du Président.

Par ailleurs, les indemnités liées au travail du dimanche et au travail de nuit, dans le cadre du cycle normal de travail, sont fixées comme suit :

- travail du dimanche : 5,91 € par heure,
- travail de nuit : 1,5 € par heure.

VI – Complément Indemnitare Annuel

Un Complément Indemnitare Annuel (CIA) est mis en place au profit des agents appartenant aux cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP.

Ce complément indemnitare, d'un montant de 50 € par an, sera versé en fonction de la manière de servir de l'agent, selon les critères suivants :

- ne pas avoir fait l'objet d'une sanction disciplinaire au cours de l'année civile précédente,
- ne pas avoir fait l'objet d'un rapport défavorable de sa hiérarchie (directeur ou chef de service).

Le premier versement du CIA interviendra en janvier 2020, en considération de la manière de servir appréciée pour l'année 2019.

Un travail de concertation associant les cadres de la collectivité et les organisations syndicales représentatives, sera engagé pour envisager l'opportunité d'augmenter la part du complément indemnitare annuel par rapport à l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et pour proposer des critères d'attribution de cet éventuel CIA revalorisé. Les propositions résultant de cette démarche de concertation seront dans tous les cas soumises pour avis au comité technique avant mise en œuvre éventuelle.

Les agents qui se verraient refuser le versement du CIA en raison d'un rapport défavorable de la hiérarchie, auront la possibilité de solliciter un entretien auprès de leur Direction. Ils pourront se faire accompagner le cas échéant par la personne de leur choix. Ils auront également la possibilité de formuler un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale.

VII – Régime indemnitare du cadre d'emplois des directeurs d'établissement d'enseignement artistique

Les directeurs d'enseignement artistique ne sont pas concernés par le régime indemnitare tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel.

Le régime indemnitare antérieur, constitué d'une indemnité de sujétions spéciales et d'une indemnité de responsabilité a été abrogé par le décret n° 2012-933 du 1er août 2012 qui institue une indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats.

- Indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats (décret n° 2012-933 du 1er août 2012)

Grade - Emploi	Taux appliqué sur le montant annuel de base
Directeur de 1 ^{ère} catégorie d'établissement d'enseignement artistique – directeur	100 %
Directeur de 1 ^{ère} catégorie d'établissement d'enseignement artistique – directeur adjoint	100 %
Directeur de 2 ^{ème} catégorie d'établissement d'enseignement artistique – directeur	100 %
Directeur de 2 ^{ème} catégorie d'établissement d'enseignement artistique – directeur adjoint	100 %

VIII - Régime indemnitaire des cadres d'emplois de professeur d'enseignement artistique et d'assistant d'enseignement artistique

Les professeurs et assistants d'enseignement artistique ne sont pas concernés par le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel. Le régime indemnitaire en vigueur leur est donc maintenu.

- Indemnité de suivi et d'orientation – part fixe (décret n° 93-55 du 15 janvier 1993)

Grade	Taux appliqué sur le montant annuel de base
Professeur d'enseignement artistique hors classe	100 %
Professeur d'enseignement artistique classe normale	100 %
Assistant d'enseignement artistique principal 1 ^{ère} classe	100 %
Assistant d'enseignement artistique principal 2 ^{ème} classe	100 %
Assistant d'enseignement artistique	100 %

- Indemnité de suivi et d'orientation – part variable (décret n° 93-55 du 15 janvier 1993)

Grade - Emploi	Taux appliqué sur le montant annuel de base
Professeur d'enseignement artistique hors classe – emplois de directeur adjoint, conseiller aux études, responsable de département	100 %
Professeur d'enseignement artistique classe normale – emplois de directeur adjoint, conseiller aux études, responsable de département	100 %
Assistant d'enseignement artistique principal 1 ^{ère} classe – emploi de responsable de département	100 %
Assistant d'enseignement artistique principal 2 ^{ème} classe – emploi de responsable de département	100 %
Assistant d'enseignement artistique – emploi de responsable de département	100 %

IX – Régime indemnitaire du cadre d'emplois de conseiller des activités physiques et sportives

Les conseillers des activités physiques et sportives ne sont pas concernés par le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel. Le régime indemnitaire en vigueur leur est donc maintenu.

- Indemnité de sujétions spéciales (décret n° 2004-1055 du 1er octobre 2004)

Grade	Taux appliqué sur le montant annuel de base
Conseiller principal	61,69 % (1)
Conseiller	54,57 % (1)

- (1) Avec possibilité de modulation en plus ou en moins, dans la limite du montant maximum prévu par le décret n°2004-1055 du 1^{er} octobre 2004 portant attribution d'une indemnité de sujétion aux conseillers d'éducation populaire et de jeunesse relevant du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative, selon l'expérience professionnelle, les responsabilités exercées, le niveau d'expertise, les sujétions liées au poste et l'atteinte des objectifs.

X – Régimes indemnitaires du cadre d'emploi d'infirmier en soins généraux

Les agents relevant du cadre d'emploi d'infirmier en soins généraux ne sont pas concernés par le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel. Le régime indemnitaire en vigueur leur est donc maintenu.

- Prime de service (décret n°98-1057 du 16 novembre 1998 et arrêté du 24 mars 1967)

Grade - Emploi	Taux appliqué sur le traitement brut moyen du grade
Infirmier en soins généraux hors classe – chef de service	17,00 %
Infirmier en soins généraux hors classe – autres emplois	6,41 %
Infirmier en soins généraux classe supérieure	6,27 %
Infirmier en soins généraux classe normale	6,27 %

A l'unanimité des suffrages exprimés, 12 abstentions, le Conseil de Communauté se prononce favorablement sur :

- l'attribution du RIFSEEP aux agents des cadres d'emplois des ingénieurs en chef et des biologistes, vétérinaires et pharmaciens.
- la répartition des agents concernés entre les quatorze groupes de fonctions mentionnés dans le rapport, en fonction des responsabilités qu'ils assurent.
- les montants de référence proposés pour l'attribution de l'IFSE, intégrant la revalorisation des montants versés aux agents classés dans les groupes de fonctions C13 et C12, à l'exclusion de ceux relevant du cadre d'emploi des agents de maîtrise et les montants de référence proposés pour l'attribution de l'IFSE des adjoints administratifs relevant du groupe de fonctions C11, ainsi que les critères de modulation individuelle.
- le principe de garantie individuelle permettant de maintenir le régime indemnitaire antérieur lorsqu'un agent y a intérêt.
- la reconnaissance indemnitaire de nouvelles sujétions, telles que figurant dans le rapport.
- la possibilité de modulation du régime indemnitaire servi aux conseillers des activités physiques et sportives dans les conditions énoncées par le rapport.

Rapport adopté à l'unanimité :

Pour : 91
Contre : 0
Abstentions : 12
Ne prennent pas part au vote : 0

Pour extrait conforme,
Le Vice-Président suppléant,
Gabriel BAULIEU
1^{er} Vice-Président